

(N° 298)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MAI 1923.

Projet de loi portant modifications aux articles 10, 20, 21, 22, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater} de la loi du 16 mars 1865, instituant une Caisse générale d'Épargne et de Retraite, modifiée et complétée par les lois du 1^{er} juillet 1869, 21 juillet 1894, 9 août 1897, 10 février 1900 et 16 mars 1921.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour objet d'apporter de légères modifications à certains articles de la loi du 16 mars 1865 organique de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Ces modifications, qui concernent exclusivement les services de la Caisse d'épargne, répondent à deux ordres d'idées.

Les unes tendent à la réduction des frais de gestion; elles visent le minimum des versements, le minimum des dépôts productifs d'intérêts et l'époque à laquelle les sommes versées ou retirées deviennent ou cessent d'être productives d'intérêts. Les autres ont pour objet d'adapter à la situation économique actuelle les dispositions concernant les retraits de fonds.

I. — *Calcul des intérêts, minimum des dépôts, minimum des versements.*

Sous le régime actuel, le calcul des intérêts est fait par quinzaine; les articles 20 et 21 de la loi de 1865 stipulent en effet que les versements faits à la Caisse d'épargne sont productifs d'intérêts à partir du 1^{er} ou du 16 du mois qui suit immédiatement le dépôt et, d'autre part, que les sommes déposées cessent d'être productives d'intérêts le 1^{er} ou le 16 de chaque mois, qui précède l'époque de leur remboursement.

Le projet qui vous est soumis tend à accorder au Conseil général de l'institution le droit de fixer, sous réserve de l'approbation du Ministre des Finances, l'époque à laquelle les sommes versées ou retirées deviennent ou cessent d'être productives d'intérêts.

Cette disposition a pour but de permettre au Conseil général de décider que le calcul des intérêts sera fait par mois.

Cette innovation allègerait très sensiblement le poids considérable des frais de gestion ; elle simplifierait le service de la poste, de la Banque Nationale et des succursales, en réduisant de moitié le nombre des clôtures de compte à effectuer chaque année ; elle simplifierait aussi le travail administratif et les écritures de contrôle et, partant, procurerait à la Caisse une économie de personnel et de documents.

D'un autre côté, il semble bien que cette mesure ne nuirait pas au développement de l'épargne, car l'expérience prouve que les déposants, en s'adressant à la Caisse Générale, recherchent avant tout la sécurité qu'elle procure à leurs économies, et non des intérêts élevés.

Il est à remarquer que le régime proposé est appliqué par un grand nombre de Caisses d'épargne étrangères. On peut citer notamment : les Caisses d'épargne postales de la Grande-Bretagne, des colonies britanniques, du Canada, d'Égypte, de Suède, du Japon, de l'Union sud-africaine, les Caisses d'épargne de Barcelone et de Genève. Il en est de même de plusieurs Caisses d'épargne privées, notamment celle de la Société générale de Belgique.

Au même ordre d'idées se rattache la proposition de reconnaître au Conseil général le droit de fixer le minimum des versements et le minimum des dépôts susceptibles de devenir productifs d'intérêts.

Au 31 décembre 1920, 44 % des livrets présentaient un solde variant entre 1 et 20 francs et n'atteignant pas 7 francs en moyenne.

Ces petits dépôts, pour la plupart, ne constituent pas des épargnes en évolution, mais sont, ou bien des reliquats de comptes presque entièrement liquidés et dont les titulaires se désintéressent, ou bien des sommes versées au profit de personnes, d'enfants surtout, qui n'ont pas réellement manifesté la volonté de pratiquer l'épargne.

Il existe notamment un nombre très considérable de comptes dont le montant initial d'un franc, versé depuis de nombreuses années par des administrations communales au profit d'écoliers ou de nouveau-nés, n'a pas été augmenté par de nouveaux versements.

Il paraît excessif de devoir manipuler tous les ans de pareils comptes, dont la gestion est fort onéreuse, pour y faire l'inscription périodique des intérêts acquis, soit la somme de fr. 0.03.

On peut, d'autre part, se demander s'il n'y aurait pas avantage, au point de vue du développement de l'épargne, et pour stimuler les efforts des classes laborieuses, à n'allouer des intérêts aux dépôts qu'à partir du moment où ils atteignent une certaine somme : 10 ou 20 francs par exemple.

Bon nombre de Caisses d'épargne étrangères appliquent cette règle. C'est ainsi que le minimum des dépôts productifs d'intérêt est fixé :

En Grande-Bretagne (Caisse d'épargne postale) à 1 livre sterling ;

Au Canada (Caisse d'épargne postale) à 1 dollar ;

En Égypte (Caisse d'épargne postale) à 1 livre sterling égyptienne ;

Dans l'Union sud-africaine (Caisse d'épargne postale) à 1 livre sterling.

Actuellement, comme il est rappelé ci-dessus, c'est la loi elle-même qui détermine l'époque à laquelle les sommes versées ou retirées deviennent ou cessent d'être productives d'intérêts.

Sous le régime proposé, le Conseil général serait compétent, non seulement pour fixer cette époque, mais aussi pour établir éventuellement des minima pour les versements et les dépôts productifs d'intérêts.

L'avantage de cette réforme serait de donner plus de souplesse au statut de la Caisse d'épargne. La loi du 16 mars 1865 décide, en son article 10, que le Conseil général « fixe le taux de l'intérêt à bonifier aux sommes déposées ». Si le Conseil général avait, en outre, les pouvoirs énoncés ci-dessus, il serait en mesure de prendre rapidement telles décisions que la situation économique imposerait. Sous le régime actuel, au contraire, toute modification de cette nature exige une procédure plus lente : la revision de la loi organique.

L'État, qui couvre de sa garantie les opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraite, aura toujours le moyen de contrôler l'opportunité des décisions du Conseil général, celles-ci ne devenant exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Ministre des Finances.

II. — *Retraits des fonds déposés.*

A la seconde catégorie de réformes se rattache la proposition de porter de 100 à 500 francs la somme remboursable à vue à tout déposant.

Cette disposition est dictée par l'augmentation considérable du prix de tous les objets nécessaires à la vie. Elle tend donc simplement à mettre le texte de la loi de 1865 en harmonie avec les conditions économiques.

Cette mesure est appliquée à titre d'essai par la Caisse d'épargne depuis le mois de novembre 1919. Elle donne de nouvelles facilités à la clientèle de la Caisse et diminue le nombre des retraits de fonds. L'expérience des trois années d'épreuve n'a fait apparaître aucun inconvénient.

ÉPARGNE DE LA FEMME MARIÉE ET DU MINEUR.

Les mêmes considérations justifient la proposition de porter de 100 à 500 francs par mois le montant des fonds que la femme mariée, qui a fait ouvrir un livret à son nom, peut retirer sans l'autorisation de son mari. Les retraits opérés par la femme mariée doivent d'ailleurs servir à l'entretien du ménage; s'ils sont détournés de l'usage prévu, le mari est suffisamment armé, grâce au droit d'opposition que lui reconnaît la loi du 10 février 1900. L'expérience prouve d'ailleurs que les oppositions de ce genre sont extrêmement rares.

De même, le chiffre de 100 francs, maximum de la somme que le mineur peut obtenir à vue sans le concours de son représentant légal, est notoirement insuffisant. D'ailleurs, une proposition de loi tendant à porter à 500 francs les maxima prévus par la loi du 10 février 1900, tant pour la femme mariée que pour le mineur, a été déposée, à la Chambre des Représentants, à la séance du 2 mars 1922 (*Doc. parl. n° 97*). Toutefois, les besoins du mineur étant moins

grands que ceux de la femme mariée, la Caisse d'épargne propose de fixer cette limite, pour le mineur, à 300 francs ou au dixième du livret. Il ne serait pas tenu compte de la limite du dixième si la somme retirée mensuellement ne dépassait pas 30 francs.

Pour les retraits opérés par la femme mariée et par le mineur, le projet prévoit qu'ils pourront avoir lieu au bureau d'immatriculation du livret ou à son intervention. Il en résulterait une facilité plus grande pour les intéressés. Aucun abus ne serait à craindre, puisque l'intervention du bureau d'immatriculation assurerait toujours le contrôle de ces opérations.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MEI 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging der artikelen 10, 20, 21, 22, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater} der wet van 16 Maart 1865 houdende instelling eener Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd en aangevuld bij de wetten van 1 Juli 1869, 21 Juni 1894, 9 Augustus 1897, 10 Februari 1900 en 16 Maart 1921.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, stelt zich tot doel wijzigingen te brengen in sommige artikelen der wet van 16 Maart 1865 tot inrichting der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Deze wijzigingen, welke uitsluitend den dienst der Spaarkas betreffen, beantwoorden aan eenen tweevoudigen gedachtengang.

De eene strekken tot vermindering der beheerkosten; zij beoogen het minimum der stortingen, het minimum der rentegevende inlagen en het tijdstip waarop de gestorte of teruggenomen sommen rentegevend worden of ophouden het te zijn. De andere hebben tot voorwerp de bepalingen in verband met het terugnemen van gelden aan den huidige economischen toestand aan te passen.

I. — *Berekening der interesten, minimum der inlagen, minimum der stortingen.*

Onder het huidig stelsel geschiedt de berekening der interesten per halve maand; artikelen 20 en 21 der wet van 1865 bepalen inderdaad dat de ter Spaarkas gedane stortingen rentegevend zijn met ingang van den 1 of den 16 der maand, welke onmiddellijk op de inlage volgt en, anderzijds, dat de ingelegde sommen geenen interest meer opbrengen van den 1 of den 16 der maand af, welke aan hunne terugbetaling voorafgaat.

Het U onderworpen voorstel wil aan den Algemeenen raad der instelling het recht toekennen, onder voorbehoud van goedkeuring door den Minister van Financiën, het tijdstip te bepalen waarop de gestorte of teruggenomen sommen rentegevend worden of ophouden het te zijn.

Deze bepaling heeft tot doel het den Algemeenen Raad mogelijk te maken te beslissen dat de berekening der interesten maandsgewijze zal geschieden.

Deze nieuwigheid zou den aanzienlijken last der beheerkosten zeer noemenswaard verlichten, zij zou den dienst der post, der Nationale Bank en der bijhuizen vereenvoudigen, met het aantal afsluitingen van rekeningen voor elk jaar tot de helft te verminderen; zij zou ook het bestuurlijk werk en de geschriften voor toezicht vereenvoudigen en dienvolgens zou de Kas door bezuiniging aan personeel en aan bescheiden daarbij gebaat worden.

Anderzijds schijnt het zeker dat deze maatregel de ontwikkeling van het sparen niet zal benadeelen, want de ondervinding leert, dat de inleggers, die zich tot de Spaarkas wenden, vooral eene veilige belegging hunner spaarpenningen, veeleer dan hooge interesten nastreven.

Op te merken valt dat het voorgestelde regime door een groot aantal buitenlandsche spaarkassen wordt toegepast. Zoo kunnen, onder meer, worden opgenoemd: de Postspaarkassen van Groot-Britannië, van de Britsche koloniën, van Canada, van Egypte, van Zweden, van Japan, van de Zuid-Afrikaansche Unie, en de spaarkassen van Barcelona en van Genève. Hetzelfde geldt bij verschillende private spaarkassen, namelijk bij die van de « Société générale de Belgique ».

Tot hetzelfde gedachtenverband behoort het voorstel den Algemeenen Raad het recht toe te kennen tot bepaling van het minimum der stortingen en van het minimum der inlagen die vatbaar zijn om rentegevend te worden.

Op 31 December 1920 wezen 44 t. h. der boekjes een saldo aan dat tusschen 1 en 20 frank wisselde en dat gemiddeld nog geen 7 frank bereikte.

Die kleine inlagen zijn, voor het meerendeel, geene zich ontwikkelende spaargelden; het zijn ofwel overschotten van bijna heelemaal veroffende, door de belanghebbenden verwaarloosde rekeningen, ofwel sommen gestort ten voordeele van personen, bijzonder kinderen, die niet werkelijk den wil tot sparen betuigd hebben.

Namelijk bestaat een hoogst aanzienlijk aantal rekeningen, waarvan het sedert tal van jaren door gemeentebesturen ten bate van scholieren of van pasgeborenen gestorte aanvankelijk bedrag van één frank niet door nieuwe stortingen verhoogd werd. Het lijkt wel kras telken jare dergelijke rekeningen, waarvan het beheer duur te staan komt, te moeten ter hand nemen om er de verworven interesten, zegge 3 centiem, periodiek bij te schrijven.

Anderzijds kan men zich afvragen of er, met het oog op het ontwikkelen van het sparen en om de inspanningen van den werkenden stand te prikkelen, geen voordeel in gelegen ware den gestorten sommen slechts interest toe te kennen van het oogenblik af dat zij een zeker bedrag: bij voorbeeld 10 of 20 frank bereiken.

Heel wat buitenlandsche spaarkassen passen dien regel toe. Aldus is het minimum der rentegevende sommen bepaald:

- In Groot-Britannië (postspaarkas), op 1 pond sterling;
- In Canada (postspaarkas), op 1 dollar;
- In Egypte (postspaarkas), op 1 Egyptisch pond sterling;
- In de Unie van Zuid-Afrika, op 1 pond sterling.

Thans is het, zooals hooger in herinnering gebracht werd, de wet zelf, die het tijdstip bepaalt, waarop de gestorte of teruggehaalde sommen rentegevend worden of ophouden het te zijn.

Onder het voorgesteld regime ware de Algemeene Raad niet enkel bevoegd om dat tijdstip te bepalen, maar ook nog om, desgevallend, minima voor de rentegevende stortingen en inlagen te vestigen.

Het voordeel dezer hervorming schuilt hierin, dat het statuut der Spaarkas aan lenigheid zou winnen. Bij haar artikel 10 beslist de wet van 16 Maart 1865 dat de Algemeene Raad « het percent der te vergoeden interesten vaststelt ». Had de Algemeene Raad daarenboven de hooger opgesomde bevoegdheden, dan ware het hem mogelijk snel zulke maatregelen te treffen, als de economische toestand mocht vergen. Onder het huidig stelsel daarentegen eischt elke verandering van dien aard eene langzamere proceduur : de herziening der wet tot inrichting.

De Staat, die aan de verrichtingen der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zijnen waarborg verleent, zal steeds het middel voorbehouden hebben om de voegzaamheid der beslissingen van den Algemeenen Raad na te gaan, vermits die beslissingen eerst na goedkeuring door den Minister van Financiën van kracht worden.

II. — *Terugneming der ingelegde sommen.*

Tot de tweede categorie hervormingen behoort het voorstel de op zicht aan elken inlegger terugbetaalde som van 100 tot 500 frank op te voeren.

Die bepaling wordt ingegeven door de aanzienlijke prijsstijging van alle levensnoodige voorwerpen. Zij streeft er dus enkel naar de wet van 1865 met de economische voorwaarden in overeenstemming te brengen.

Die maatregel wordt sedert November 1919 door de Spaarkas bij wijze van proef toegepast. Hij verleent nieuwe inschikkelijkheden aan de clientele der Kas en vermindert het aantal geldterugnemingen. De ondervinding opgedaan in den loop der drie proefjaren bracht geen enkel bezwaar aan 't licht.

SPAARGELD VAN DE GEHUWDE VROUW EN VAN DEN MINDERJARIGE.

Dezelfde overwegingen rechtvaardigen het voorstel om van 100 tot 500 frank per maand het bedrag op te voeren, dat de gehuwde vrouw, die een boekje op haren naam nam, zonder machtiging van haren echtgenoot mag terugnemen. Het door de gehuwde vrouw teruggenomen geld moet overigens dienen tot onderhoud van het gezin; wordt het aan zijne bestemming onttrokken, dan beschikt de echtgenoot over voldoende verweer, dank zij het recht van verzet dat hem de wet van 10 Februari 1900 toekent. De ondervinding bewijst overigens dat dergelijk verzet uiterst zeldzaam is.

Zoo ook is het eene uitgemaakte zaak dat 100 frank, maximum dat de minderjarige zonder bijstand van zijnen wettigen vertegenwoordiger op zicht kan bekomen, ontoereikend is. Overigens werd een wetsvoorstel om de bij de wet van 10 Februari 1900 voorziene maxima, zoowel voor de gehuwde vrouw als

voor den minderjarige, tot 500 frank op te voeren, ter zitting van 2 Maart 1922 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend (*Parl. besch.*, n^o 95). Nochtans, daar de behoeften van den minderjarige niet zoo groot zijn als die der gehuwde vrouw, stelt de Spaarkas voor deze grens voor den minderjarige op 300 frank of op een tiende van het boekje te stellen. Met de grens van een tiende zou geen rekening worden gehouden indien de maandelijks teruggenomen som 30 frank niet te boven gaat.

Ten opzichte van de terugnemingen door de gehuwde vrouw en door den minderjarige, voorziet het ontwerp dat zij mogen geschieden ten kantore van inschrijving van het boekje of ter bemiddeling daarvan. Daaruit zal meer gemak voor de belanghebbenden voortvloeien. Geen enkel misbruik valt te vreezen, want de tusschenkomst van het kantoor van inschrijving verzekert steeds het toezicht op die verrichtingen.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

ANNEXE AU N° 298.

Projet de loi portant modifications ⁽¹⁾ aux articles 10, 20, 21, 22, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater} de la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale d'Épargne et de Retraite, modifiée et complétée par les lois des 1^{er} juillet 1869, 21 juin 1894, 9 août 1897, 10 février 1900 et 16 mars 1921.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le 4^e alinéa de l'article 10 de la loi du 16 mars 1865 est complété comme il suit :

« ART. 10 (4^e alinéa). — Il fixe, sous l'approbation du Ministre :

» 1^o Le taux de l'intérêt à bonifier pour les sommes déposées ;

BIJLAGE VAN N° 298.

Ontwerp van wet tot wijziging ⁽¹⁾ der artikelen 10, 20, 21, 22, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater} der wet van 16 Maart 1865 houdende instelling eener Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd en aangevuld bij de wetten van 1 Juli 1869, 21 Juni 1894, 9 Augustus 1897, 10 Februari 1900 en 16 Maart 1921.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal, in Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen :

EERSTE ARTIKEL.

Het 4^e lid van artikel 10 der wet van 16 Maart 1865 wordt aangevuld als volgt :

« ART. 10 (4^e lid). — Hij bepaalt, mits goedkeuring door den Minister :

» 1^o Het percent van den voor de ingelegde gelden uit te keeren intereste ;

(1) Les modifications et additions figurent en caractères italiques dans le texte proposé.

(1) De wijzigingen en toevoegsels komen in den voorgestelden tekst in cursiefletters voor.

» 2° *L'époque à laquelle les sommes versées ou retirées deviennent ou cessent d'être productives d'intérêts ;*

» 3° *Le minimum des versements ;*

» 4° *Le minimum des dépôts susceptibles de produire intérêt ;*

» 5° *Les conditions des emprunts à contracter éventuellement par la Caisse et celles de l'émission des inscriptions. »*

ART. 2.

Les deux premiers alinéas de l'article 20 et l'article 21 de la loi du 16 mars 1865, modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1869, sont abrogés.

Le troisième alinéa de l'article 20 est complété comme il suit :

« ART. 20 (3^e alinéa). — Les intérêts acquis au 31 décembre de chaque année sur les versements faits à la Caisse d'Épargne sont ajoutés au capital et deviennent, dès le lendemain, productifs d'intérêts. »

ART. 3.

Les deux premiers alinéas de l'article 22 de la loi du 16 mars 1865 sont modifiés comme il suit :

« ART. 22 (1^{er} et 2^e alinéas). — Le retrait des fonds déposés peut avoir lieu sans avis préalable, si la somme réclamée n'excède point 500 francs ; toutefois, le déposant ne pourra user de cette faculté que dans les conditions à fixer par le Conseil général.

» Pour toute somme supérieure, il faut prévenir d'avance, savoir :

» Un mois pour plus de 500 francs et moins de 1,000 francs ;

» 2° *Het tijdstip waarop de gestorte of teruggenomen sommen beginnen of ophouden interest op te brengen ;*

» 3° *Het minimum der stortingen ;*

» 4° *Het minimum der ingelegde gelden die vatbaar zijn om interest op te brengen ;*

» 5° *De voorwaarden der gebeurlijk door de Kas aan te gane leeningen en deze van de uitgifte der inschrijvingen. »*

ART. 2.

De twee eerste leden van artikel 20 en artikel 21 der wet van 16 Maart 1865, gewijzigd bij artikel 1 der wet van 1 Juli 1869, worden ingetrokken.

Het derde lid van artikel 20 wordt aangevuld als volgt :

« ART. 20 (3^e lid). — De op 31 Decembervan elk jaar verworven interesten op de ter Spaarkas gedane stortingen worden bij het kapitaal gevoegd en brengen, van 's anderendaags af, interest op. »

ART. 3.

De eerste twee leden van artikel 22 der wet van 16 Maart 1865 worden gewijzigd als volgt :

« ART. 22 (1^e en 2^e leden). — De terugnemings der gedeponeerde sommen mag zonder voorafgaande kennisgeving geschieden, indien de gevorderde som 500 frank niet te boven gaat ; nochtans mag de deponent slechts onder de door den Algemeenen Raad vast te stellen voorwaarden van die bevoegdheid gebruik maken.

» Voor elke hoogere som moet op voorhand gewaarschuwd worden, te weten :

» Ééne maand voor meer dan 500 frank en minder dan 1,000 frank ;

» Deux mois pour 1,000 francs et moins de 3,000 francs;

» Six mois pour 3,000 francs et plus. »

ART. 4.

Dans le 2^e alinéa de l'article 23^{bis} et le 2^e alinéa de l'article 23^{ter}, introduits dans la loi du 16 mars 1865 par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1900, le nombre 100 est remplacé par le nombre 500.

Dans le 3^e alinéa de l'article 23^{quater}, introduit dans la loi de 1865 par l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1900, le nombre 100 est remplacé par le nombre 300 et le nombre 10 par le nombre 30.

La dernière phrase du 2^e alinéa de l'article 23^{bis} et la dernière phrase du 3^e alinéa de l'article 23^{quater} sont complétées de la façon suivante : « Les » remboursements sont effectués exclusivement par le bureau d'immatriculation du livret ou à son intervention ».

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1923.

» Twee maand voor 1,000 frank en minder dan 3,000 frank;

» Zes maand voor 3,000 frank en meer. »

ART. 4.

In het 2^e lid van artikel 23^{bis} en het 2^e lid van artikel 23^{ter}, die bij artikel 1 der wet van 10 Februari 1900 in de wet van 16 Maart 1865 werden ingevoegd, wordt het getal 100 door het getal 500 vervangen.

In het 3^e lid van artikel 23^{quater}, hetwelk lid bij artikel 1 der wet van 10 Februari 1900 in de wet van 1865 wordt ingevoegd, wordt het getal 100 door het getal 300 en het getal 10 door het getal 30 vervangen.

De laatste zin van het 2^e lid van artikel 23^{bis} en de laatste zin van het 3^e lid van artikel 23^{quater} worden volgenderwijze aangevuld : « De terugbetalingen » worden uitsluitend door het kantoor » van inschrijving van het spaarboekje, » of ter bemiddeling daarvan gedaan ».

Gegeven te Brussel, den 7ⁿ Mei 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.